

HAÏTI

Les violences doivent cesser

Index AI : AMR 36/006/01

« *Les autorités doivent immédiatement prendre des mesures pour mettre fin à la vague d'actes de violence à caractère politique à laquelle sont actuellement confrontés les Haïtiens* », a déclaré Amnesty International jeudi 22 mars 2001. La flambée récente de violence à Port-au-Prince aurait fait un mort et au moins trois blessés.

Les derniers incidents violents ont débuté samedi 17 mars 2001 entre membres du parti du président Aristide, *Fanmi Lavalas* (Famille *Lavalas*), et de la coalition de l'opposition, Convergence démocratique. Les sympathisants de Jean-Bertrand Aristide demandaient l'arrestation de Gérard Gourgue, président du gouvernement « parallèle » autoproclamé en Haïti.

Amnesty International est également préoccupée par les informations selon lesquelles la violence serait en train de gagner l'ensemble du pays, sans que rien ne soit fait pour y mettre fin.

« *Nous appelons tous les partis politiques à condamner fermement et publiquement les violences commises par leurs membres*, a déclaré Amnesty International. *Nous leur demandons également de contribuer aux efforts des autorités pour ramener l'ordre, enquêter sur les attaques, désarmer les auteurs de ces actes de violence et les déférer à la justice.* »

De même, l'organisation appelle le gouvernement du président nouvellement élu Jean-Bertrand Aristide à prendre toutes les mesures en son pouvoir pour mettre fin aux actes violents des supporters des partis politiques.

« *Le gouvernement doit soutenir et renforcer la Police nationale d'Haïti afin qu'elle puisse remplir son rôle et assurer la sécurité publique de manière impartiale, dans le respect des normes*

internationales relatives aux droits humains, a ajouté l'organisation. *Il faut que les autorités renforcent les moyens et l'indépendance des représentants de l'appareil judiciaire chargés d'enquêter sur ces actes violents. Tous ceux qui sont impliqués dans ces violences doivent être déférés à la justice.* »

Complément d'information

Plusieurs incidents violents ont été signalés depuis samedi 17 mars 2001. Des sympathisants du parti *Fanmi Lavalas* ont lancé des explosifs artisanaux en direction de l'école gérée par le dirigeant de l'opposition Gérard Gourgue, tandis qu'il restait piégé à l'intérieur avec sa famille et 50 élèves. La police est arrivée sur les lieux par la suite et a dispersé la foule en utilisant du gaz lacrymogène. Le mardi 20 mars, 200 sympathisants du président Aristide demandant l'arrestation de Gérard Gourgue auraient jeté des pierres et des cocktails Molotov en direction du bâtiment abritant le siège de Convergence démocratique, blessant un des dirigeants de l'opposition.

D'autres manifestants favorables au parti *Fanmi Lavalas* qui se trouvaient devant le siège de Convergence démocratique ont indiqué que deux d'entre eux avaient été blessés par des tirs venant de l'intérieur du bâtiment. Les policiers présents sur place auraient été obligés eux aussi de se protéger de ces tirs.

Il semble que les actes de violence gagnent tout le pays. Le 21 mars, aux Cayes, des supporters armés du président Aristide auraient occupé la rue pour demander l'arrestation d'une figure de l'opposition. À St-Marc, sur la côte ouest, un sympathisant de l'opposition est mort après avoir été blessé par balle. Sa blessure lui aurait été infligée le 17 mars, lorsque des partisans du président Aristide ont attaqué des personnes qui manifestaient de manière pacifique. À Hinche, les maires de Maissade et de Hinche, du parti *Fanmi Lavalas*, ont conduit une attaque contre des membres du *Mouvman Peyizan Papay* (MPP, Mouvement paysan de Papaye) et contre le

bureau du Groupe de consultation démocratique, de l'opposition. Un membre aurait reçu une balle dans la tête, un autre aurait été touché à la main. Les événements de Hinche sont particulièrement préoccupants. Ils surviennent après une attaque similaire, le 2 novembre 2000, au cours de laquelle un groupe armé, qui aurait été conduit par les maires de Hinche et Maissade, avait tiré sur des personnes participant à une réunion du MPP et de Convergence démocratique, blessant cinq d'entre elles ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>